



**Séminaire sur la Libéralisation du Commerce Extérieur et les
Systèmes de Défense Commerciale dans les Pays Arabes**

Tunis, République Tunisienne, 17-18 Juin 2013

**Expérience du Maroc en
matière de défense
commerciale**

Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologie

Département du Commerce Extérieur

www.mce.gov.ma

**BOUKIL Soumia
boukil@mce.gov.ma**

Sommaire

- Cadre juridique
- Pratiques et règles de conduite
- Enquêtes réalisées
- Cadre institutionnel et logistique

Cadre juridique national

- Loi 13-89 sur le commerce extérieur -

- ❑ Texte en vigueur actuel.
- ❑ Promulgué en Novembre 1992, avant la signature de l'accord l'OMC.
- ❑ Premier texte qui a institué sur le plan légal national le recours aux mesures de défense commerciale.
- ❑ Insuffisances:
 - base juridique embryonnaire par rapport au cadre multilatéral de l'OMC,
 - ne définit pas les méthodologies de détermination des marges et de l'évaluation des dommages,
 - absence de règles de procédures et les modalités d'application des mesures.
- ❑ nécessité d'une mise à niveau de la base juridique nationale en matière de défense commerciale.

Cadre juridique national

- Loi n°15-09 sur les mesures de défense commerciale-

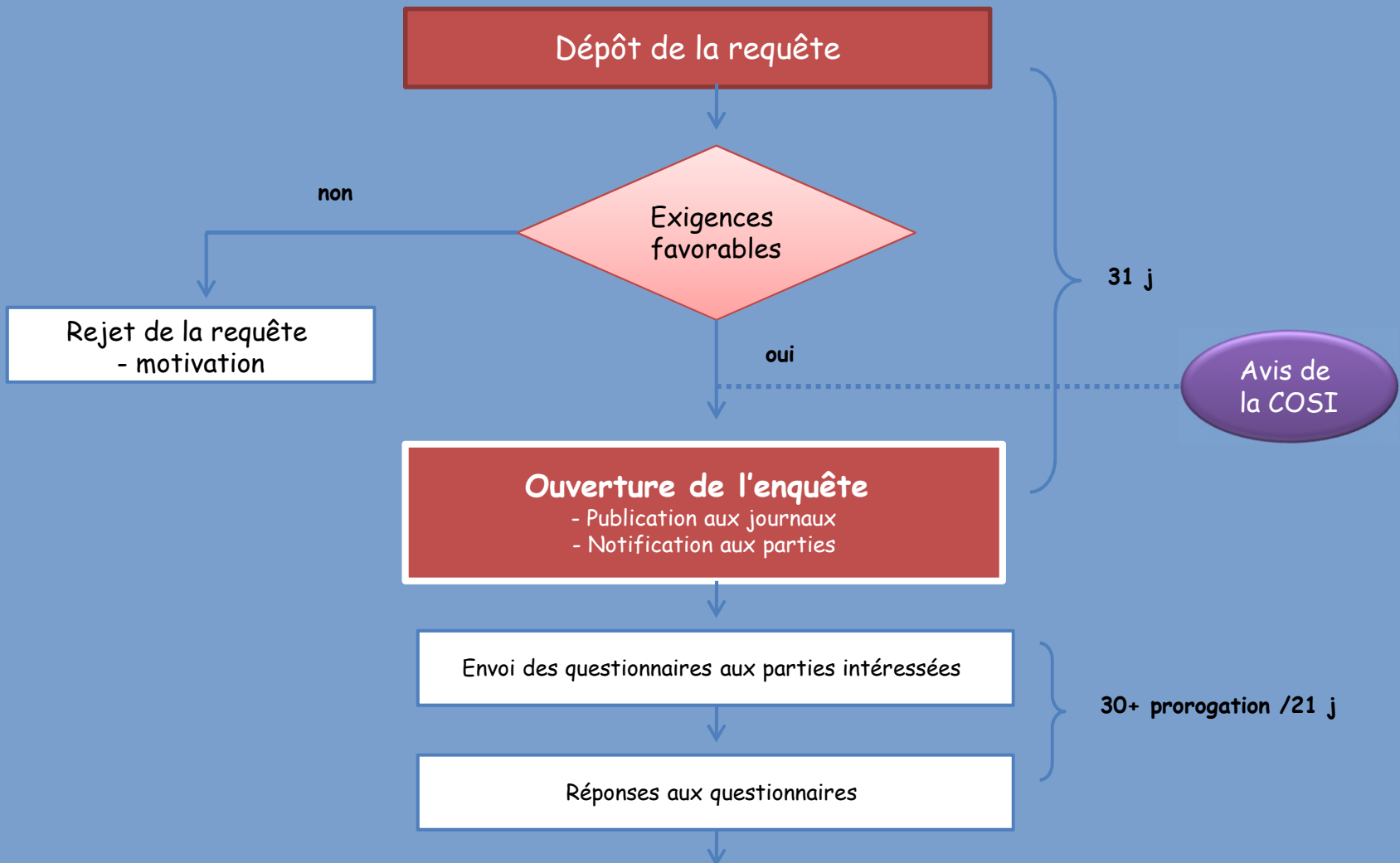
- ❑ Mise en application:
 - Publiée le 31 juillet 2011,
 - Entrée en vigueur: jusqu'à publication de son décret d'application .
- ❑ Champ de loi : ADP, SMC, SG
- ❑ Fixe les règles de fonds liées à la détermination du dumping, de la subvention, et à l'évaluation des dommages et du lien de causalité, et les règles de procédures à observer par l'autorité dans une enquête.
- ❑ Codifie d'une manière claire et transparente les droits et obligations des parties intéressées dans une procédures d'enquête.
- ❑ Fixe les modalités d'application des mesures.
- ❑ Formes institutionnelles: Commission de Surveillance des Importations/ COSI (composition et missions), autorité d'enquête (habilitation et compétences).

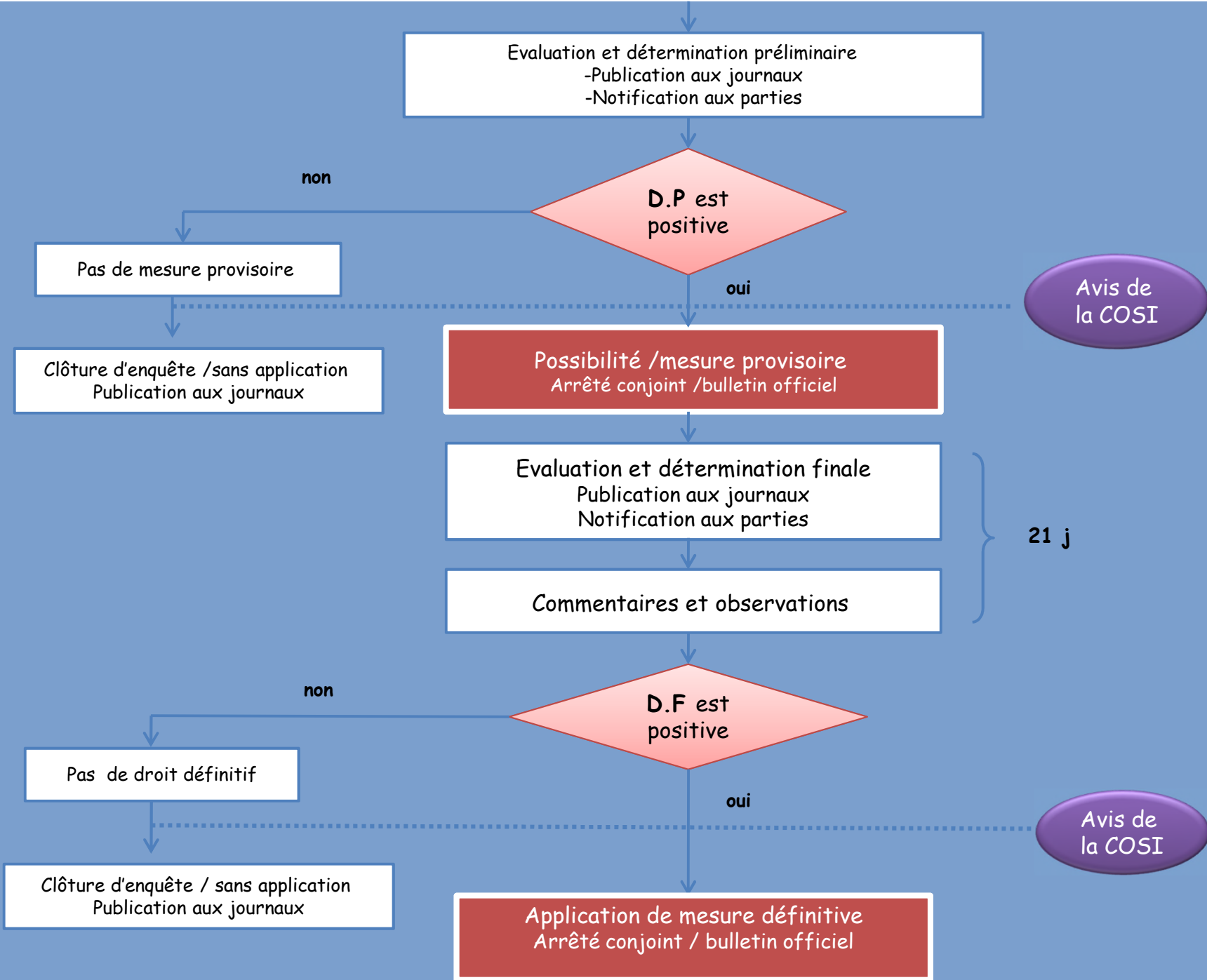
Cadre juridique national

- Loi n°15-09 sur les mesures de défense commerciale-

- ❑ Règles liées à l'anti-contournement.
- ❑ Règle du droit moindre: autorisée , non obligatoire.
- ❑ Intérêt public: mesures déterminées sur la base du dumping, subventions ou accroissement des M°, dommageable peuvent ne pas être appliquées si l'intérêt national est en jeu. Analyse de l'intérêt national n'est pas une obligation pour l'application des mesures.
- ❑ Archivage et conservations des documents recueillis ou produits par l'autorité au cours de l'enquête.
- ❑ Autorité d'enquête doit observer une attitude de stricte neutralité et impartialité dans l'établissement et l'évaluation de faits.
- ❑ Décision: base consensuelle / avis de la COSI sur toutes les questions liées à la mise en œuvre de mesures.
- ❑ Prise de mesures: Arrêté conjoint du ministre chargé du commerce extérieur et du ou (des) ministre(s) concerné(s).

Conduite de l'enquête





Cas pratiques

❑ Enquêtes effectuées

SG

- Carreaux en céramiques: (enquête initiale + enquête réexamen-prorogation)
- Riz: sauvegarde bilatéral /application de mesures provisoire mais sans mesure définitive.
- PVC: Enquête sans application de mesures.
- Tapis mécanique/ enquête clôturée sans application de mesures.

ADP

- Contreplaqué: Chine, enquête lancée en 2011, mesure ADP de 25 %.

❑ Enquêtes en cours

- ADP: PVC ,Insuline, Tôles en acier laminées a chaud et Papier en ramette A4.
- SG : Fil machine et rond à béton, lancée septembre 2 012.

❑ Requêtes en cours

Plusieurs secteurs sont en discussion avec le Ministère concernant le dépôts de requêtes.

Cadre institutionnel et logistique

Supports de travail, structure et capacités

☐ Supports de travail

✓ Questionnaires : ADP/SG

- Questionnaire guide pour remplir la requête, producteur/exportateur étranger, importateur, branche de production nationale
- En fonction de l'enquête

✓ Supports de vulgarisation:

- Dépliants, CD-ROM, site web

✓ Supports à améliorer / développer

- Questionnaires SMC
- Questionnaire /Utilisateurs-acheteurs,
- Questionnaires /réexamens
- Questionnaires /Anti-contournement
- Manuel d'enquête

Cadre institutionnel et logistique

Supports de travail, structure et capacités

☐ Structure et capacités

- Division à trois services: (enquêtes, sauvegardes et dommage, règlement des différends)
- Equipe de 10 cadres : économistes, juristes, ingénieurs
- Niveau de formation: études supérieurs

☐ Besoins

- Renforcement de la structure en ressources humaines et matériels.
- Assistance technique avancée et pointue sur des sujets spécifiques.
- Renforcement de la coopération.

**Séminaire sur la Libéralisation du Commerce Extérieur et les Systèmes de Défense
Commerciale dans les Pays Arabe**

Tunisie, la République Tunisienne, 17-18 Juin 2013

Merci de votre attention

**Expérience du Maroc
en matière de défense commerciale**

**Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies
Département du Commerce Extérieur**

www.mce.gov.ma

**BOUKIL Soumia
boukil@mce.gov.ma**